



Eléphants ou dinosaures ?

Je viens de « dépiler » ce fameux premier débat des candidats du PS dans mes enregistrements. Il est aussi disponible en streaming sur différents sites Web dont celui du **Parti Socialiste**.

J'en retire une impression mitigée sur le fond, mais un constat moins négatif sur la forme et l'impact que les nombreux commentaires de différents blogs comme celui de **Loic le Meur**.

Ce débat était finalement d'une bonne facture par rapport à ce que l'on voit habituellement. Il permettait de balayer relativement calmement un grand nombre de sujets économiques. Les intervenants ne se coupaient pas la parole contrairement à la grande majorité des débats télévisés. Bien entendu, les candidats lisaient leurs notes, ce n'était pas très naturel. Mais ça l'est bien rarement. Même un politique qui paraît très naturel et spontané ne fait que répéter la même chose pour la millième fois!

Les journalistes de LCP/La Chaine Sénat posaient des questions plutôt pertinentes aux trois éléphants – ou dinosaures, selon – du PS. Au point que parfois elles semblaient provenir plus de concurrents de la droite que de militants du PS. Telle cette relance vers la fin du débat sur les régimes spéciaux des retraites que Fabius et Royal évitaient soigneusement de traiter de façon frontale.

Depuis quand avons-nous eu ce genre de débat en France ? En exagérant un peu, cela doit remonter à 1995 avec le débat Chirac/Jospin de la présidentielle. En 2002, pas de débat ! Mais ce n'était effectivement pas un débat contradictoire. Le bénéficiaire en était le PS dans son ensemble. Car les faibles différences entre les trois candidats permettront plus facilement de créer l'unité autour du vainqueur. En face, l'UMP n'a pas véritablement eu l'occasion d'exposer son programme sur une telle durée, une telle audience et une telle profondeur. Certes, les Conventions de l'UMP sont d'assez bonne facture sur le fond. Mais elles sont généralement conclues par des discours de Sarkozy d'une demi-heure dont les médias ne reprennent 30 secondes et travestissent son propos. Le résultat est assez médiocre en termes de communication. L'UMP devrait tirer parti de cette expérience pour mieux faire valoir ses idées et programmes. C'est une question de « part de voix ». En tout cas, bravo aux chaînes parlementaires qui permettent de voir de l'intérieur le fonctionnement des partis qui était avant elles invisible !

Maintenant, sur le fond, c'est évidemment une autre affaire. C'est un mélange de bon sens sur le rôle de l'Etat, sur le besoin de justice sociale, et d'incongruités économiques flagrantes. Il faudra passer tout ce programme au crible, un peu comme le mensuel "Capital" l'avait fait cet été sur les idées de Ségolène Royal. Allons-y donc...

Sur le propos **économique** des candidats du PS, on nage effectivement en plein fantasyland. C'est une démagogie classique que l'on nous sert depuis 25 ans. Le seul des trois candidats qui est censé s'y connaître un peu en économie est DSK car il l'enseigne. Encore que... il soit universitaire et n'a pas d'activité professionnelle industrielle en parallèle, ce qui le déconnecte pas mal des réalités. Même s'il a été Ministre des Finances pendant deux ans (1997-1999).

Quand DSK annonce le plein emploi en 10 ans, c'est un non sens bien connu des économistes. Encore faut-il d'ailleurs définir le « plein emploi ». Est-ce revenir à un taux de chômage résiduel assez incompressible d'environ 4%, ou à 0% ? Aucun pays n'a connu 0% de chômage réel dans aucune période de l'histoire de l'humanité à ma connaissance ! La France est assez mal placée pour rentrer dans le livre des records de ce point de vue là. Revenir à la moyenne européenne ou occidentale serait déjà une performance respectable !

Même incongruité lorsque DSK fait le rapprochement entre l'arrivée des 35 heures et le taux de croissance de la période Jospin. Tout d'abord, le « déploiement » des 35 heures n'est intervenu massivement qu'à partir de 2000, et les taux de croissance avaient redémarré dès 1998 après la fin de la crise financière de 1997 en Asie. Comment prétendre que l'augmentation du coût du travail ait généré de la croissance ! Car c'est bien la conséquence économique des 35 heures. Conséquence double car lorsque les 35 heures ont été appliquées aux fonctionnaires, la ponction a été réalisée deux fois : comme ils sont payés par les impôts, cela a alourdi indirectement la charge sur les salaires, même si l'augmentation du coût a été associée à des baisses de charges supportées elle-mêmes par les impôts. Pour faire simple, les salariés moins productifs ont été indirectement taxés pour le financement de cette perte de productivité. Et des gains de productivité ont sûrement été générés, mais pas uniformément, et pas dans tous les métiers.

On oublie aussi, à propos des grandes entreprises, de rappeler que l'essentiel de leurs profits proviennent maintenant de leurs activités à l'étranger et que leur activité en France est bien moins profitable car la croissance y est faible, et les cycles de vente plus longs dans les produits à forte valeur ajoutée. Les impôts payés en France par ces entreprises (dont le siège n'a pas été déplacé hors de France...) sont donc des ponctions sur la richesse de pays étrangers souvent moins riches, finançant le niveau de vie des français ! Cette financiarisation profite donc à l'économie française même si elle fonctionne évidemment dans l'autre sens au profit d'entreprises étrangères implantées en France.

La **démagogie** par excellence, c'est quand Fabius indique que 85% des gens sont satisfaits par les 35 heures. Bien entendu qu'ils sont satisfaits ! On leur a permis de travailler moins pour le même salaire. Qui ne serait pas satisfait ? Mais la conséquence est à long terme : perte de compétitivité et baisse de la valeur ajoutée. Or la richesse avant de se partager, elle se crée. Les 35h ont simplement baissé la quantité de travail, donc de richesse produite par le pays. Même démagogie lorsque Fabius et DSK font appel au consensus des "grandes conférences multilatérales" pour régler les problèmes des retraites, de la sécurité sociale, du SMIC, etc. Bien sûr qu'il faut du consensus, mais il faut aussi du leadership et des idées de base qui tiennent la route. Et comme on en est loin, ces consensus se feront au détriment des uns et au profit des autres, et surtout en faveur du status quo.

Sur l'**innovation**, on assiste à cette relation incantatoire à la recherche. On confond allègrement recherche et innovation dans ce pays. La recherche est effectivement le préalable à un grand nombre d'innovations, mais les innovations se développent avec bien d'autres ingrédients. C'est un cercle vertueux mélangeant financement, attractivité économique, travail pluridisciplinaire, liens entre universités, labos et entreprises, mise en réseau, développement des PME, marketing et vente, et surtout développement international. Ces thèmes sont rarement couverts par les politiques.

A force de se focaliser sur le budget de la recherche, on est à côté de la plaque de ce qui ne va pas en France. La recherche n'y est pas si mauvaise que cela. C'est sa valorisation qui l'est. Combien de bonnes technologies ont été mal accompagnées et mal marketées dans ce pays qui a inventé le micro-ordinateur, le Minitel ou la carte à puces, et n'a pas été capable de les industrialiser à l'échelle internationale ?

La France est un pays compliqué qui sait faire des choses compliquées à petit volume (fusées, TGV, avions, porte-avions, etc) mais pas des produits à forte valeur ajoutée à fort volume, même en les fabriquant en Chine !

Dans l'accompagnement même de l'innovation, la France donne dans le compliqué. L'Oséo-Anvar recense 5000 dispositifs publics d'aide à l'innovation ! C'est une véritable usine à gaz et une dispersion des crédits qui fait perdre un temps fou aux entrepreneurs qui passent des journées à remplir des dossiers pour grappiller quelques milliers d'Euros par ci, quelques autres par là. Des aides plus simples et surtout plus génériques seraient bien plus efficaces ! De plus, les aides à l'innovation notamment autour des pôles de compétitivité comme de l'Agence de l'Innovation sont trustées par les grandes entreprises et le clientélisme, au détriment des PME innovantes.

Qui va oser le dire à droite et à gauche ?

Sur l'enjeu de la **formation**, les enjeux ne sont évidemment qu'effleurés, mais c'est peut-être l'objet de l'un des autres débats. Les candidats du PS n'oseront pas dire qu'il faut réintroduire de la sélection « républicaine » dans l'université, et faire en sorte qu'il y ait moins d'étudiants en sciences humaines et plus dans les filières DUT/BTS qui correspondent à des offres d'emploi bien réelles.

A force de parler du **SMIC**, on oublie un phénomène fondamental de la mondialisation : elle a commencé par nous bouffer par le bas, avec des coûts de fabrication plus faibles dans les pays en voie de développement. Mais elle est en train de nous bouffer silencieusement par le haut. Les scientifiques et ingénieurs indiens et chinois sont aussi bons, si ce n'est meilleurs que les nôtres, ils ont « faim » et en plus, ils sont plus nombreux. Cette concurrence de l'intelligence « par le haut » va nous faire encore plus de mal à terme que la concurrence « par le bas ». Et la recherche n'est pas la seule réponse, car même dans la recherche, on peut se faire dépasser !

La discussion sur l'augmentation du **SMIC** relevait d'un clientélisme de bon aloi. Il est fort honorable de vouloir augmenter le **SMIC** car son niveau ne permet effectivement pas un foyer de vivre correctement. Même si en réalité, un grand nombre de foyers peuvent doubler leur revenu via diverses allocations. Au point qu'un foyer dont un seul des membres travaille au **SMIC** peut avoir plus de revenus qu'un foyer dont les deux adultes travaillent au **SMIC**. Mais là encore, augmenter le **SMIC** devrait s'accompagner d'idées économiques sur la manière de créer plus de richesses. Pas simplement d'augmenter les coûts. Les chefs d'entreprise seraient par exemple prêts à échanger une revalorisation des salaires contre un peu de flexibilité. Mais on en est loin, la crise ubuesque du CPE l'a démontré!

Sur le **logement**, j'ai noté cette belle boutade de DSK "l'ascenseur social est bloqué à l'étage du logement". Bien vu effectivement! Le reste des idées sur la construction de logements sociaux, de nouvelles villes nouvelles, était assez censé. Ce bon DSK nous a même parlé de bâtir des villes à la campagne, là où le terrain est moins cher. Pourquoi pas si les transports en commun suivent!

Sur les **retraites**, bonne nouvelle, DSK évoquait une "répartition différente du travail au long de la vie". Façon de dire qu'il faudra repousser l'âge de la retraite au-delà de 60 ans. Mais sans le dire pour ne pas effrayer ! Mais aucun des candidats n'évoque les données réelles du problème. Ils tournent autour du pot, creusent la piste des personnes dépendantes, mais n'affrontent pas la réalité économique et démographique.

Sur la **parité hommes/femmes**, Fabius promet que son gouvernement aura 50% de femmes! Promesse impossible à tenir. A la fois parce qu'il n'a aucune chance de devenir président, et parce qu'il faudra équilibrer les postes en fonction des jeux de pouvoir au PS. Et ces jeux de pouvoir sont pour l'instant favorables aux hommes. Combien il y-a-t-il de femmes au comité national du PS? De députés PS? Moins de 20% !

Sur l'**énergie**, il y avait quelques bonnes idées et principes de bon sens, mais quelques données farfelues. L'Allemagne dont 8% de l'énergie est éolienne ! Cela m'étonnerait beaucoup ! C'est probablement 8% d'un bout de l'énergie produite (électrique ?). Et puis, dans l'histoire EDF et GDF, DSK qui parle d'indépendance énergétique sans faire la distinction entre l'approvisionnement, la production et la distribution. Seules les deux

premières relèvent véritablement de l'indépendance énergétique, pas la dernière.

Si on termine par le **compte d'exploitation**, je souhaite qu'un jour les partis politiques fassent le compte dans leur programme de l'augmentation des dépenses, des économies et des augmentations d'impôts associées. Pour l'instant, je n'entend que dépenses supplémentaires, aucune économie et juste des charges et impôts en plus. Et quand quelques économies sont évoquées, qu'elles soient chiffrées. Qu'on ait une idée de l'ordre de grandeur! C'est cela qui qualifiera la qualité d'une politique économique et en améliorera la lisibilité. Même si peu d'électeurs ont une approche comptable de l'économie. Les politiques gagneraient à prendre les gens pour plus cultivés qu'ils l'imaginent!

All in all, aucun des candidats ne s'est vraiment détaché. Ségolène Royal était meilleure que je l'imaginai, sa relation au monde réel semble plus concrète que celle des autres. Dominique Strauss-Kahn est plus affirmé mais pas suffisamment visionnaire. Quand à Laurent Fabius, son positionnement très à gauche n'est pas naturel et on sent une forme de démagogie méthode coué dans son propos qui dérange. Le vainqueur est comme je le disais au début le programme du PS qui a bénéficié de deux heures d'explications. Même si il est démagogue, cette part de voix les aidera !

Un mot enfin sur le truc de « comm » de Royal qui présentait sa carte des pôles de compétitivité. Certains trouvent cela scolaire. Peut-être. Mais c'était peut-être un moyen de montrer une meilleure accroche au réel et au concret que les autres candidats. Dans une présentation, il faut illustrer son propos et s'aider d'un graphique ne fait de mal à personne si cela aide à la pédagogie ! On est loin de l'abus du Powerpoint ! Seul problème, les français n'ont en général aucune idée de ce qui se cache derrière les pôles de compétitivité ! Donc, on nage dans le flou et Royal pouvait raconter n'importe quoi sans vergogne. Et puis, Fabius, tout énarque qu'il est, nous a tout de même gratifiés d'un « les espagnols ont pris une loi ». Alors qu'en français, on dit plutôt « créé » voire « voté ».

Mon rêve ? Qu'après un tel débat, on ait droit à un commentaire avisé d'économistes de renom qui « casseraient » les propos délirants des politiques. Cela remettrait les pendules à l'heure. Quel média aura le courage d'organiser cela et avant minuit ? Un peu comme les Dossiers de l'Ecran d'antant. Le vrai débat, après le « film » des politiques ! Et pour les politiques de tout bord. Le PS n'a pas le monopole de la démagogie, loin s'en faut!

Je continuerai à commenter la campagne présidentielle en tâchant de coller au plus près au thème central de ce blog : l'innovation.

Que pensez-vous de votre côté de la manière dont les présidentiables devraient traiter ce thème de l'innovation et de l'économie en général ? Comment sortir du bêtisier actuel ?

Version révisée vendredi 20 octobre à 12h00.

Cet article a été publié le 19 octobre 2006 et édité en PDF le 23 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>